

Juriste droit Social – Association de Communautés Emmaüs

Le Mouvement Emmaüs est composé de 3 branches, dont la Branche Communautaire qui regroupe les 116 communautés. Au sein de la Branche Communautaire, 60- 64 Communautés sont adhérentes à l'Association de Communautés Emmaüs (ACE). Cette association organise le salariat national des responsables de Communautés adhérentes. L'ACE a donc pour mission la gestion des ressources humaines de 130 responsables.

Le/la juriste droit social, accompagne la direction de l'Association, sous l'autorité du responsable des ressources humaines, dans la conduite des relations sociales pour les structurer et en optimiser les objectifs dans le respect des missions et du fonctionnement des instances et de la législation sociale.

Missions principales :

- Veille en matière de droit du travail
- Suivre des différentes évolutions susceptibles d'influencer l'Association, en matière de droit du travail, et formaliser l'ensemble des informations recueillies
- Réaliser des études et des analyses approfondies.
- Développement et projets RH : assister le service RH dans les projets transverses RH

Traitement des dossiers sociaux :

- Traitement des dossiers administratifs
- Mise en conformité juridique
- Réponse à l'ensemble des demandes en droit social émanant de la direction et des ressources humaines
- Sécurisation l'ensemble des process de l'Association, en particulier ceux dédiés à la relation sociale et au bilan social
- Suivi, avec l'avocat de l'Association, les contentieux prud'homaux ou électoraux
- Piloter la relation avec le ou les avocats chargés d'intervenir pour l'Association sur les contentieux, en suivre le cours et suivre avec l'évolution des dossiers
- Conseil en gestion sociale
- Préparation et organisation des réunions avec les IRP
- Assistance de la direction de l'Association dans la réunion avec les IRP
- Préparation et organisation des NAO
- Assistance de la direction de l'Association dans les réunions de NAO
- Mise à jour de la BDES
- Réponse aux salariés souhaitant obtenir des précisions en matière de droit social individuelles ou collectives
- Communication de façon formelle et institutionnelle au sein de l'Association sur les changements ayant un impact en matière de droit du travail ou de statut du personnel

Les activités :

- le/la juriste droit social assiste la direction dans l'ensemble de ses démarches, à la fois en conseil, mais également de manière opérationnelle
- Il/elle participe à l'ensemble des réunions entre l'Association et les partenaires sociaux
- Il/elle peut, le cas échéant, prendre un rôle actif dans la conduite des négociations, notamment lorsque la technicité des dossiers requiert la présence d'un expert en droit du travail
- Outre son rôle de conseil juridique et social, le/la juriste droit social peut piloter des dossiers davantage orientés vers les problématiques ressources humaines.

Les compétences à mettre en œuvre reposent tout à la fois sur les compétences techniques et des qualités personnelles.

Des compétences techniques

- Maîtrise du droit social : parfaite connaissance du droit du travail, droit de la sécurité sociale, de la jurisprudence,
- Bonne connaissance du monde de l'Association, et plus généralement associative. Le /la juriste droit social ne doit pas être un théoricien du droit ; il doit être capable d'appliquer ses connaissances au terrain de l'Association

Pratique des outils informatiques et des bases de données juridiques :

- Des qualités professionnelles
- Sens de la précision et rigueur
- Qualités d'analyse et de synthèse pour aller rapidement à l'essentiel, comprendre les problématiques d'un dossier et formuler des réponses précises et claires
- Diplomatie et objectivité
- Créativité sur le plan juridique, pour imaginer les solutions permettant de faire avancer une réflexion ou apporter une réponse à une situation spécifique
- Capacité relationnelle et rédactionnelle.

Le/la juriste droit social exercera ses fonctions dans un esprit de coresponsabilité au sein de l'équipe RH.

Durée du poste : CDD 6 mois. Prise de poste début septembre 2017.

Statut : cadre

Lieu : poste basé à Montreuil (93)

Salaire de base : 36 855€ brut annuel sur 12 mois

Mutuelle + tickets restaurant

Déplacements fréquents à travers la France